APBEF-CI
ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS DE CÔTE D'IVOIRE
Direction Exécutive

NOTE SYNTHETIQUE DU CONSEIL EXECUTIF DE L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS DE CÔTE D'IVOIRE SUR LA SITUATION DU MARCHE BANCAIRE IVOIRIEN AU 30 JUIN 2014

Le marché bancaire au 30 juin 2014, comptait 24 banques et un établissement financier.

A cette date, il avait bénéficié d'un soutien global des établissements de crédit, de 5 080,2 Mds dont, par caisse, 4 144,6 Mds, et par signature, 935,6 Mds, avec en face, un total ressources de 5 219,7 Mds.

S'agissant en particulier des emplois et des ressources par caisse, ils se présentaient comme suit :

A/ LES EMPLOIS

De juin 2013 à juin 2014, une hausse de 23,5% du niveau des emplois globaux qui s'établissaient à 4 144,65Mds.

Cette forte croissance s'expliquait par la participation active du système bancaire ivoirien au financement de l'économie.

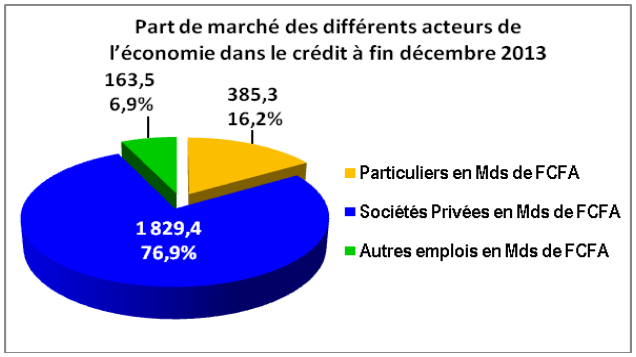
Le niveau ainsi atteint était essentiellement imputable aux concours à la clientèle, qui, après un mieux de 786,4 Mds sur la période revue, y contribuaient pour 76,4% contre 70,8%, un an plus tôt.

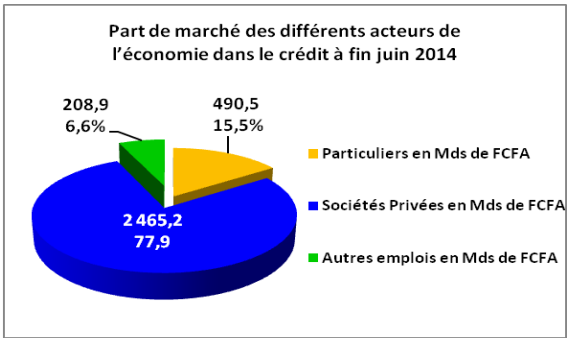
Comparés par ailleurs à la situation arrêtée au 31 décembre 2013, les emplois globaux, avec une hausse de 359,4 Mds, avaient progressé de 9,5%.

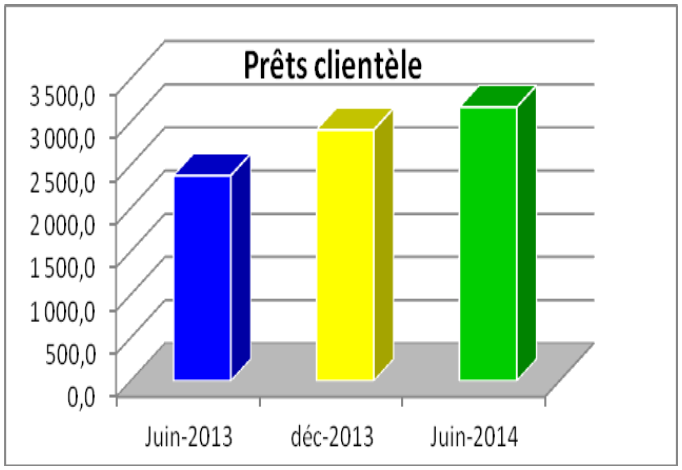
Les agents économiques qui ont le plus bénéficié de ces crédits à la clientèle étaient les sociétés privés (77,9%) et les particuliers (15,5%), l'Etat et ses démembrements ayant partagé le reste (6,9%).

01 BP 3810 Abidjan 01 / e-mail: infos@apbef-ci.org / Téléphone: 20 32 20 08 / 20 32 68 42 / Fax: 20 32 69 60
Association régie par la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960, Récépissé de déclaration n° 212 INT/AG/ du 16/02/1967
Centre de Formation habilité FDFP
www.apbef-ci.org

Le graphique ci-dessous illustre la part des crédits bancaires de juin 2013, décembre 2013 et juin 2014 octroyés aux différentes catégories d'agents économiques.

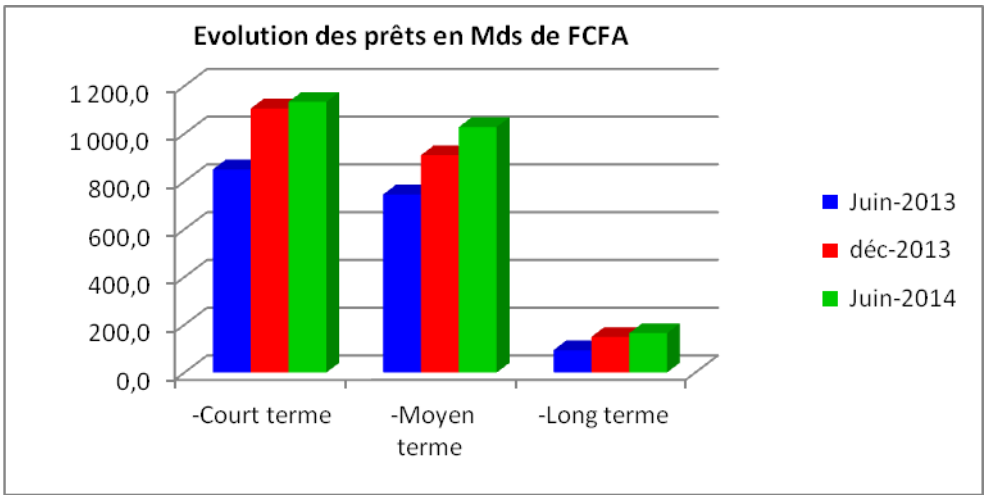






Suivant leurs maturités, les soutiens des banques à la clientèle, au 30 juin 2014, avaient portés, entre autres, sur les rubriques ci-après:

- *Divers débiteurs* *1 298,7 Mds*
- *Effets commerciaux* *244,5 Mds*
- *Prêts à court terme* *1 133,6 Mds*
- *Prêts à moyen terme* *1 028,2 Mds*
- *Prêts à long terme* *164,8 Mds*
- *Crédits en souffrance* *118,3 Mds*



B/ LES RESSOURCES

Les ressources tirées du marché bancaire étaient en hausse sur la période sous revue.

De 4183,2 Mds à fin juin 2013 contre 4 4737 Mds au 31 décembre 2013, elles se chiffraient à 5219,7 Mds au 30 juin 2014, soit par rapport à juin 2013, un mieux de 10,2% en décembre 2013 et de 24,7% en juin 2014.

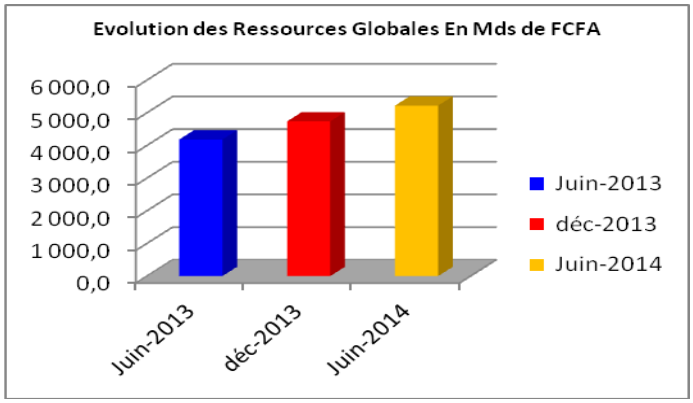
L'apport de la clientèle des banques à cette performance ressortait au 30 juin 2014 à 4473 Mds contre 3769,3 Mds en juin 2013, soit une hausse de 18,7%.

Contribuaient à cette progression des ressources bancaires sur la période revue, les particuliers pour 23,8% et les entreprises privées pour 10,3%

Relativement à la situation arrêtée au 31 décembre 2013, les ressources-clientèle s'étaient bonifiées de 11,4%.

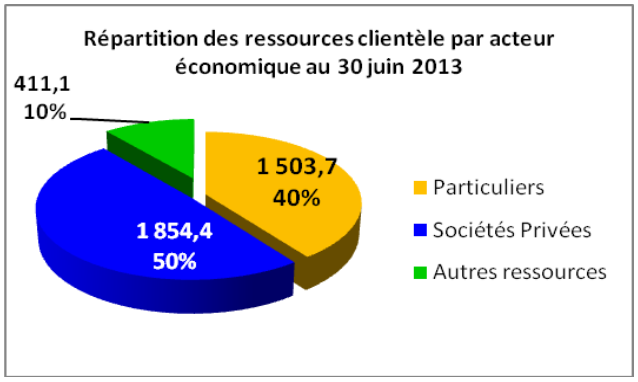
Evolution des ressources Globaux

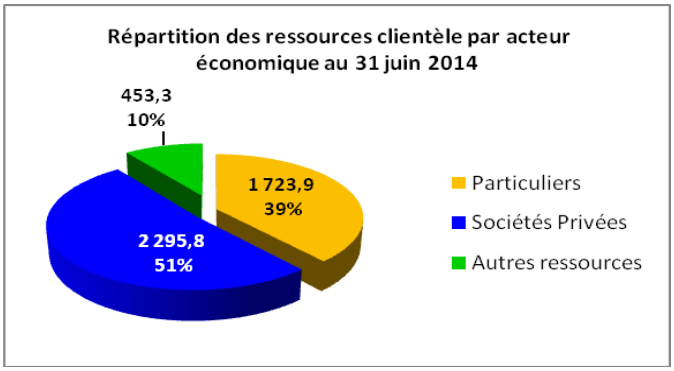
				Ecarts		EVOLUTIONS	
	Juin-2013	**déc-2013**	**Juin-2014**	**Dec.13-Juin.14**	**Juin.13-Juin.14**	**Dec.13-Juin.14**	**Juin.13-Juin.14**
Ressources En Mds de FCFA	4 183,2	4 737,0	5 219,7	482,7	1 036,5	10,2%	24,8%



Evolution des ressources clientèles en Millions de FCFA

				Ecarts		Evolutions		Part de Marché
	Juin-2013	déc-2013	Juin-2014	Dec.13-Juin.14	Juin.13-Juin.14	Dec.13-Juin.14	Juin.13-Juin.14	
Particuliers en Mds de FCFA	1 503,7	1 593,5	1 723,9	270,6	441,4	8,2%	14,6%	39%
Sociétés Privées en Mds de FCFA	1 854,4	2 025,2	2 295,8	270,6	441,4	13,4%	23,8%	51%
Autres ressources en Mds de FCFA	411,1	395,39	453,3	58,0	42,2	14,7%	10,3%	10%
Totaux	**3 769,3**	**4 014,1**	**4 473,0**	459,0	703,8	11,4%	18,7%	**100%**





Ce tableau au 30 juin 2014, condensé pour aller à l'essentiel, autorise quelques observations :

- Un renforcement continu de l'accompagnement de l'économie
- Une couverture satisfaisante des emplois par les ressources ;
- Une gestion avisée des moyens disponibles ;
- Le poids relatif des crédits en souffrance en régression.

Les mois à venir devront permettre aux établissements de crédit, à la faveur du Plan National de Développement, d'assurer un soutien encore plus massif et mieux adapté à l'économie nationale, et singulièrement, aux opérateurs économiques.

Le Conseil Exécutif